

pouvoir, nous avons hérité d'un monstre habitué à voir son budget des dépenses croître de 14 p. 100 par année au cours des 15 années précédentes. Notre gouvernement a limité l'augmentation des dépenses à environ 4 p. 100, soit un taux inférieur à celui de l'inflation pendant la même période. Et pour maintenir le cap, nous avons légiféré pour contrôler les dépenses. Depuis 1984-1985, le pourcentage des dépenses par rapport au produit intérieur brut (PIB) a diminué de 2,5 p. 100.

Les déficits du secteur public continuent d'assombrir nos horizons économiques. Même si, en proportion de l'économie, les déficits du gouvernement fédéral sont actuellement beaucoup inférieurs à ce qu'ils étaient en 1984, on ne peut pas en dire autant des déficits provinciaux. Les déficits actuels des administrations publiques sont beaucoup trop élevés. Ils imposent un fardeau insupportable aux marchés financiers et aux contribuables.

Ce qui a changé, c'est le degré de compréhension de la part du public. Le gouvernement peut devancer l'opinion, mais il ne peut pas poursuivre des politiques que le public ne comprend pas. Pendant beaucoup trop longtemps, on a perçu les déficits gouvernementaux comme étant un problème théorique, n'ayant pas grand-chose à voir avec la vie des citoyens et des citoyennes. Cette époque est révolue. On reconnaît maintenant l'incidence destructrice de déficits croissants dans des sphères auxquelles nous n'aurions même pas songé dans le milieu des années 1980. C'est là une remarquable réalisation de notre gouvernement et un avantage dont nous devons tirer parti.

La compréhension du public ne suffit pas, à elle seule, pour résoudre le problème, mais elle représente un élément nécessaire, comme l'expérience me l'a appris. Chaque palier de gouvernement devra prendre des décisions difficiles à l'avenir, mais je suis optimiste car désormais, les gouvernements reflètent un fort consensus de la population canadienne selon lequel nous devons régler, et tout de suite, le problème de la dette et du déficit. Avec son budget d'avril, déposé dans le sillage d'un dur exposé économique fait en décembre, M. Don Mazankowski garde cette même orientation en dépit d'une faible économie générale. Non seulement il n'y a pas eu de nouvelles taxes ni de nouvelles augmentations d'impôt, mais nous avons diminué l'impôt sur le revenu des particuliers et celui des corporations pour favoriser la reprise et la compétitivité. Nous avons fait des réductions des dépenses de plus de 30 milliards de dollars. La politique budgétaire fédérale est sur la bonne voie.

Mais le Canada n'est pas encore hors de danger, et nos efforts ne sont pas encore tous coordonnés entre eux. Et même si nous réussissons à agir de concert, il nous reste un long chemin à parcourir. Notre dette publique collective, qui équivaut à 88 p. 100 de notre PIB, est beaucoup trop élevée. Notre dette